

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION DE/D'UN MARCHÉ D'AUDITS ÉNERGETIQUES DE BATIMENTS PUBLICS

Préambule

Les articles L2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique offrent la possibilité aux acheteurs publics de recourir au dispositif du groupement de commandes afin de rationaliser leurs achats. Cela permet d'une part, de réaliser des économies d'échelle, et d'autre part, de gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des marchés publics.

Une convention constitutive, définissant les modalités de fonctionnement du groupement, doit être signée entre ses membres. Cette convention doit également désigner le coordinateur et déterminer la Commission d'Appel d'Offres compétente s'agissant de l'attribution des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement.

Il a préalablement été exposé que :

Le programme ACTEE, développé et porté par la FNCCR, vise à faciliter le développement des projets d'efficacité énergétique et de substitution d'énergies fossiles par des systèmes énergétiques efficaces et énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) pour les bâtiments publics en France Métropolitaine (Corse comprise) et dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM) territoires ultramarins, en se fondant sur :

- La mise en place d'un centre de ressources composée d'une bibliothèque (guides, fiches conseils, formations, MOOC, cahiers des charges...), d'outils innovants et d'une cellule de soutien aux collectivités.
- La mise en place d'Appels à Manifestation d'intérêts thématiques et de programmes spécifiques afin d'apporter des fonds aux collectivités sur les lignes d'actions suivantes :

- Poste(s) d'économe(s) de flux
- Outils de mesures et petits équipements
- Audits et stratégies pluriannuelles d'investissement
- Aide au financement de la maîtrise d'œuvre
-

Le programme ACTEE se fonde sur deux piliers :

- La mutualisation des actions pour augmenter l'effet levier. Une collectivité ne peut candidater seule.
- L'approche long terme en crantant les actions et en les inscrivant dans une stratégie globale pluriannuelle.

Dans ce contexte, afin d'accompagner les collectivités territoriales en matière d'efficacité énergétique, la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch (CCSB) propose de constituer, sous sa coordination, un groupement de commandes pour la réalisation d'audits énergétiques de 44 bâtiments publics définis dans le projet SEQUOIA 3.

Ainsi, la constitution d'un groupement de commandes permettra de :

- De mutualiser le processus de la commande publique entre les 6 membres du groupement
- D'avoir un seul prestataire pour la réalisation des audits énergétiques
- De grouper ces audits sur une seule campagne

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention constitutive vise à créer un groupement de commandes sur le fondement des dispositions des articles L 2113-6 et L 2123-7 du Code de la commande publique et de définir les modalités de fonctionnement de ce dernier.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

Le groupement constitué de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch (CCSB) et des communes de La Motte du Caire, Mison, Monétier-Allemont, Sisteron et Turriers par la présente convention vise à répondre aux besoins propres des membres dans le domaine de la réalisation d'audits énergétiques de différents niveaux sur des bâtiments publics appartenant aux différents membres, pour un total de 44 bâtiments. L'objectif est d'avoir un seul prestataire pour la réalisation de tous les audits et autant que possible, grouper ces audits sur une campagne afin de limiter les déplacements du prestataire. Chaque membre du groupement souhaite avoir les résultats des audits énergétiques des bâtiments lui appartenant.

Dans ce contexte, la CCSB exercera le rôle de coordonnateur du présent groupement de commandes

ARTICLE 2 : DUREE DU GROUPEMENT

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des membres.

Le groupement prend fin dans un délai de deux (2) mois à compter de l'échéance du marché pour lequel le groupement a été créé.

ARTICLE 3 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

La CCSB est coordonnateur du groupement de commandes au sens de l'article L2113-7 du code de la commande publique. Il est représenté par M. SPAGNOU, son Président.

Le siège du coordonnateur est situé 1, Place de la République, 04 200 Sisteron.

ARTICLE 4 RÔLE ET MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Aux termes de l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, « la convention constitutive du groupement, signée par ses membres, définit les règles de fonctionnement du groupement. Elle peut confier à l'un ou plusieurs de ses membres la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres ».

Dans le cadre de la présente convention, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un contractant en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 1 de la présente convention.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les marchés qu'il passe, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de la bonne exécution des marchés. En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants portant modification en cours d'exécution des marchés passés dans le cadre du groupement.

Plus précisément, le coordonnateur est chargé de :

➤ Phase passation

Le coordonnateur gère l'ensemble des opérations de passation du marché.
La CCSB s'acquitte des frais de passation de la procédure du marché public.

La mission de passation inclut notamment :

- le recensement des besoins
- le choix du mode de passation
- la préparation du dossier de consultation et son envoi
- la rédaction de l'avis d'appel public à la concurrence, son envoi et le paiement des frais
- la réception des plis
- l'analyse des candidatures et des offres
- l'information des candidats rejetés
- la signature du marché
- la décision, le cas échéant, de déclaration sans suite
- la notification au candidat retenu
- la publication de l'avis d'attribution

Conformément à l'article L1414-3-II du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la commission d'appel d'offres du groupement est celle du coordonnateur. La commission d'appel d'offres sera également assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

La convention reste applicable en cas de relance de la procédure faisant suite à une déclaration sans suite ou un appel d'offres infructueux.

Le coordonnateur gère, le cas échéant, les différends qui surviennent dans le cadre de la passation d'un marché.

➤ Phase exécution

Le coordonnateur est compétent pour décider, au nom et pour le compte des membres du groupement, de la conclusion d'avenants et de la résiliation du marché.

Il assure, pour le compte des membres du groupement, la préparation, la passation, la signature, la notification des avenants et tout acte ou toute procédure nécessaire à la conclusion desdits avenants.

Préalablement à toute décision ayant des effets sur l'exécution du marché (avenant, résiliation, ...), le coordonnateur consulte les membres du groupement pour avis.

ARTICLE 5 -MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

➤ Phase détermination des besoins

Chaque membre détermine la nature et l'étendue des besoins à satisfaire, préalablement à l'envoi, par le coordonnateur, de l'avis d'appel public à la concurrence.

Chaque membre s'engage à transmettre au coordonnateur les données et informations nécessaires au suivi de l'exécution des marchés et à la préparation de leur éventuel renouvellement, ainsi qu'à l'évaluation des résultats, de la satisfaction des membres et de la performance des achats

➤ Phase passation et exécution du marché

Chaque membre du groupement est tenu, à l'issue de la procédure de consultation et de l'attribution par la CAO du groupement, de suivre l'exécution du marché portant sur l'intégralité des besoins définis dans la présente convention sur lesquels il s'est préalablement engagé, avec le titulaire retenu par la commission d'appel d'offres du groupement. Chaque membre est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

La CCSB et les communes de La Motte du Caire, Mison, Monétier-Allemont, Sisteron et Turriers suivent l'exécution du marché pour ce qui les concernent, à savoir les audits énergétiques des bâtiments qui leur appartiennent :

- la prise de RDV avec le prestataire pour la réalisation des audits sur son territoire
- la gestion de la facturation (réception, vérification, liquidation, paiement...) en lien avec le titulaire du marché public,
- les opérations de vérification,
- les procédures de cautionnement, nantissement éventuel et de versement des avances,
- l'application des pénalités.

ARTICLE 6 : LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Si les seuils de procédures formalisées sont atteints, la Commission d'Appel d'Offres interviendra dans les conditions fixées aux articles L1414-2 à L1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales. La Commission d'Appel d'Offres compétente est celle du coordonnateur.

ARTICLE 7 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

L'adhésion à la convention doit faire l'objet d'une approbation par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement concerné. L'adhésion des personnes relevant du Code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par le CGCT.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

L'adhésion au groupement de commandes est formalisée par la signature du présent acte et de l'avenant d'adhésion.

ARTICLE 8 : MODALITES DE RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur. Ce retrait donne lieu à un avenant à la présente convention. Le membre qui se retire, demeure tenu par les engagements financiers pris dans le cadre du présent groupement.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Chaque membre du groupement de commandes paye pour les besoins qui sont les siens. Les membres du groupement assurent le règlement au(x) titulaire(s) des sommes relatives aux audits réalisés sur son patrimoine dans le cadre des besoins qu'ils auront préalablement identifiés.

La CCSB n'avancera aucune somme relative à l'achat d'audits pour les membres du groupement.

Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération. Le coordonnateur prend en charge l'intégralité des frais liés au fonctionnement du groupement ainsi qu'à l'exécution de ses missions dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 10 : RECEPTION DES FONDS RELATIFS A L'AAP SEQUOIA3

Au fur-et-à mesure que les dépenses seront réalisées par les communes et la CCSB, la CCSB réalisera des demandes de remboursements auprès de la FNCCR sur la base du calendrier d'appel de fonds prévu par la FNCCR.

Les modalités sont spécifiées dans une autre convention : la convention de reversement des fonds.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention de groupement doit faire l'objet d'un avenant.

Les éventuelles modifications de la présente convention constitutive du groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

ARTICLE 12 : DIFFERENDS ET LITIGES

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre des différends nés au titre des missions qui lui incombent en application

de la présente convention. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

Les membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte en application de la présente convention.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive en lien avec ses missions au titre de la présente convention, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux (au prorata de leur consommation). Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

Par ailleurs, en cas de litige survenant entre les parties à la présente convention au titre de son exécution, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable préalablement à toute saisine de la juridiction compétente. Tout litige pouvant survenir au titre de l'exécution de la présente convention constitutive relèvera de la compétence des juridictions compétente »

Fait à, le

Pour la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch
Daniel SPAGNOU

Pour la Motte du Caire
Jérôme FRANCOU

Pour Mison
Robert GAY

Pour Monétier Allemont
Ghislaine OLIVE

Pour Sisteron
Daniel SPAGNOU

Pour Turriers
Jean-Yves SIGAUD

Annexe 1 : délibérations d'adhésion des membres au groupement de commandes